

**Nations unies - Débat ouvert  
«Prévention des conflits et paix  
durable» - Intervention de M.  
Matthias Fekl, secrétaire d'État  
chargé du commerce extérieur, de la  
promotion du tourisme et des  
Français de l'étranger - Conseil de  
sécurité  
(New York, 10 janvier 2017)**

Madame la Présidente,

Monsieur le Secrétaire général,

Mesdames et Messieurs les Ministres,

Mesdames et Messieurs les Ambassadeurs,

La France salue, Madame la Présidente, le débat de ce jour sur un thème majeur pour la communauté internationale à l'initiative de votre présidence.

La France se félicite, Monsieur le Secrétaire général, de votre volonté de placer le maintien de la paix et de la sécurité internationales, et plus particulièrement la prévention des conflits, au coeur de votre agenda, et vous remercie pour votre premier rapport aujourd'hui même devant le conseil de sécurité. Dans un monde chaotique et incertain, nous avons plus que jamais besoin des repères et du cadre multilatéral que les Nations unies peuvent seules nous fournir. Nous nous réjouissons de travailler avec vous, notamment sur ce sujet crucial, dans les années à venir.

Notre débat d'aujourd'hui est l'occasion de cadrer l'action pour les années futures sous votre mandat et à cette occasion la France souhaite porter trois principaux messages :

I - La première priorité est bien sûr de renforcer la prévention et de poursuivre l'investissement dans le maintien de la paix

A/ L'Organisation des Nations unies est née d'un objectif de prévention, et cela a été rappelé avant moi. Ses fondateurs lui ont donné pour but, dans le 1er article de la Charte, de «prendre des mesures collectives efficaces en vue de prévenir et d'écarter les menaces à la paix».

La France soutient toutes les initiatives visant à renforcer le rôle de prévention et de médiation des Nations unies.

Pourquoi ? Parce que les situations de crise auxquelles doit répondre le conseil de sécurité ont changé de nature et sont de plus en plus intercommunautaires, transnationales, asymétriques.

Comment ?

- D'abord, en anticipant mieux les risques de crises grâce à un système d'alerte précoce : c'est le cas aujourd'hui par exemple en Gambie. L'enjeu est d'améliorer collectivement la capacité d'anticipation et d'action du conseil de sécurité, organe irremplaçable. Le Secrétaire général joue un rôle capital. Il est essentiel que vous puissiez, Monsieur le Secrétaire général, comme vous y autorise l'article 99 de la Charte, nous alerter sur toutes les situations dont vous estimez, vous, qu'elles pourraient mettre en danger la paix et la sécurité internationales. De même, les rapports réguliers du Haut-commissaire aux droits de l'Homme et du conseiller spécial pour la prévention des génocides sont extrêmement utiles pour nos travaux. Le conseil doit faire plus systématiquement usage des informations qui lui sont fournies par ces différents biais.

- Ensuite, il nous faut renforcer notre réponse collective au travers de la médiation et des bons offices. En République démocratique du Congo, l'accord signé le 31 décembre dernier grâce aux évêques congolais est un bel exemple. La France leur a apporté tout son soutien et a oeuvré à l'adoption rapide d'une déclaration présidentielle du conseil soutenant pleinement cet accord.

Une meilleure prévention, c'est aussi parfois, nous le savons, davantage de pression :

- Les sanctions - et parfois même la simple menace d'avoir recours aux sanctions - font partie des outils du conseil de sécurité. Ces sanctions ont permis de faire revenir des parties à la table, d'enrayer la spirale de la violence et de stabiliser des situations explosives, qui sans cela auraient totalement dégénéré. En Côte d'Ivoire et au Libéria par exemple, les sanctions ont utilement accompagné les processus de paix et ont pu être levées dès lors qu'une phase de stabilité plus pérenne a été atteinte.

\*\*\*

Parfois, nos efforts trouvent leurs limites, comme au Burundi où les efforts de médiation se heurtent au refus du gouvernement d'entamer un dialogue constructif avec les partenaires internationaux.

C'est toute la difficulté des efforts de prévention : trouver les moyens d'agir alors qu'il n'y a encore que des prémisses d'une détérioration probable sans se trouver bloqué par des arguments liés à la non-ingérence dans les affaires intérieures et au respect de la souveraineté des États. Ce conseil doit être en mesure d'agir à chaque fois que cela s'impose. C'est, entre

autres, pour surmonter ce dilemme et ces risques que la France a pris l'initiative de proposer la limitation de l'usage du droit de veto en cas de risque d'atrocités de masse.

\*\*\*

B/ Lorsque la prévention échoue et que l'engrenage de la violence s'emballe, il est alors de notre responsabilité de mettre un terme à l'escalade et d'intervenir. C'est ce que la France a fait, à la demande de ses partenaires, au Mali comme en Centrafrique.

Dans ce contexte, les opérations de maintien de la paix sont un outil central du conseil de sécurité pour favoriser le retour à la paix et pour permettre la consolidation. Quand une crise se déclenche, la sécurité doit être rétablie rapidement pour permettre un règlement politique. Sans sécurité, aucune avancée véritable n'est possible, nous le savons.

Ces opérations doivent bénéficier de moyens en adéquation avec les exigences de l'environnement dans lequel elles opèrent et elles doivent pouvoir s'appuyer sur les processus politiques, grâce à des mandats robustes et modulables. La MINUSTAH en Haïti, la MINUSMA au Mali, ou encore la MINUSCA en Centrafrique l'illustrent parfaitement.

II - La deuxième priorité, c'est d'aider les pays vulnérables à développer leurs propres capacités et à traiter en amont leurs fragilités.

Pour cela, il nous aussi progresser davantage encore dans l'intégration de l'action des différentes composantes du système de l'Organisation des Nations unies.

Nous défendons une approche transversale et intégrée, qui allie, dans la durée, actions sécuritaires, humanitaires, politiques et action de développement, dans une continuité «prévention, maintien et consolidation de la paix».

Le constat est simple, et largement partagé : paix et développement sont liés. Nombre de conflits et de guerres civiles trouvent leur origine dans les questions de développement et de gouvernance, celles-là mêmes qui sont au coeur de l'Agenda 2030 de développement durable, notamment au travers de l'objectif 16.

Pour prévenir les conflits, nous devons permettre aux pays les plus vulnérables de traiter ces fragilités dont les crises et le terrorisme se nourrissent : en luttant contre le chômage, en particulier celui des jeunes ; en palliant l'absence de services publics et d'infrastructures publiques ; en mettant en place une gouvernance inclusive et une administration forte ; en favorisant un système judiciaire permettant à chacun l'accès de la justice de qualité ; en assurant le respect des Droits de l'Homme ; en atténuant les tensions sur les ressources naturelles.

La France promet avec détermination l'Agenda 2030 et c'est pour cela que nous avons été

parmi les premiers à présenter notre programme national de mise en oeuvre des objectifs de développement durable au Forum politique de haut niveau au mois de juillet dernier.

Partout où la France est engagée militairement, nous engageons simultanément des actions de coopération et d'aide au développement sur l'ensemble de ces aspects.

Et les résultats sont là : en agissant sur l'ensemble du spectre, notre action a permis la mise en place d'un processus constitutionnel et la tenue d'élections en République centrafricaine ; la formation de forces de sécurité et de police au Mali et au Niger ; la sortie de crise et le retour de la croissance en Côte d'Ivoire.

\*\*\*

Permettez-moi aussi d'insister sur le rôle du changement climatique. S'il n'est pas une cause directe de conflit, il exacerbe les vulnérabilités, aggrave leurs causes les plus immédiates et menace les progrès réalisés, et il pourra dans l'avenir d'ailleurs devenir lui-même une cause directe de conflit, même s'il ne l'est pas toujours aujourd'hui. Il frappe plus durement les populations les plus pauvres et les États les plus fragiles. L'Afrique subsaharienne et les petites îles en développement en sont les premières victimes.

C'est pourquoi la mise en oeuvre effective de l'accord de Paris est une nécessité et une urgence absolue, y compris pour la paix et la sécurité. D'importantes initiatives régionales comme la «grande muraille verte pour le Sahara et le Sahel» méritent notre plein appui.

III - Le troisième et dernier message, la troisième priorité concerne l'articulation des différents outils entre eux selon les contextes et selon l'urgence, car c'est là aussi qu'est la vraie question.

Sous votre égide, Monsieur le Secrétaire général, la coopération de l'ONU avec les acteurs extérieurs doit aussi être renforcée, et nous savons qu'elle le sera. Je pense aux autorités nationales, dont l'appropriation des actions de prévention et de développement est indispensable, mais aussi aux organisations internationales, régionales et sous-régionales, parmi lesquelles bien sûr notamment l'Union européenne et l'Union africaine, qui sont des partenaires majeurs pour l'ONU. Je pense enfin aux institutions financières internationales, aux Banques de développement, à la société civile ou aux partenaires privés.

\*\*\*

Ce cadre esquissé aujourd'hui doit trouver une application concrète immédiate dans notre réponse aux défis posés à la paix et à la sécurité.

Je voudrais insister pour conclure sur quelques crises qui doivent retenir notre attention de manière prioritaires :

- La résolution de la crise syrienne imposera un partenariat exemplaire et une pleine mobilisation des membres du conseil de sécurité, en appui aux réunions de négociations inter-syriennes. Celles-ci devront s'inscrire pleinement dans le cadre du processus de l'ONU, dans le prolongement du communiqué de Genève et de la résolution 2254.
- La Libye devra faire l'objet d'une vigilance particulière, face au risque accru de guerre civile. Le travail de médiation de la mission d'appui des Nations unies en Libye est à cet égard essentiel, en appui aux efforts d'inclusivité du gouvernement d'entente nationale.
- En RDC, l'appui de l'ONU et du conseil de sécurité à une mise en oeuvre complète et rapide de l'accord du 31 décembre est nécessaire pour que le processus en cours soit un succès. Les prochaines semaines seront cruciales à cet égard.
- Au Mali, le conseil de sécurité doit faire plus encore pour permettre à la MINUSMA d'accomplir sa mission et lui fournir les hommes et équipements nécessaires. Nous devons également maintenir la pression sur les parties pour une mise en oeuvre rapide de l'accord d'Alger. Il y a urgence en la matière.

\*\*\*

Madame la Présidente,

Monsieur le Secrétaire général,

Excellences,

Nous sommes à un moment charnière. Si l'exigence de la prévention des conflits et les liens entre paix et développement sont devenus une évidence, il incombe désormais à la communauté internationale, et en premier lieu à l'ONU, de traduire cette volonté en actes. Monsieur le Secrétaire général, vous pourrez toujours compter sur le plein soutien, sur le plein appui de la France à votre action en ce sens, que ce soit sur le terrain ou ici au conseil de sécurité.

Je vous remercie./.